

# Les limites de l'*islah*

**Il n'est pas dans l'intention de cette réflexion de faire une étude de l'*islah* algérien. Le sujet est assez bien traité aussi bien par les chercheurs algériens que par les islamologues étrangers (par exemple : Ali Merad, *Le réformisme musulman algérien de 1925 à 1940*). D'autant plus que l'*islah* algérien se ramifie en tendances. La tendance moderniste, minoritaire, était beaucoup plus représentée par des individualités, soit indépendantes, soit membres ou militants d'associations ou de formations politiques. Il s'agit, ici, essentiellement de brosser un tableau de l'essentiel de l'action et de la pensée de la tendance conservatrice majoritaire en en présentant une tentative de bilan.**

L'Algérie, sous domination ottomane, vivait l'état de décrépitude intellectuelle et de décadence multiforme qui caractérisait le monde musulman. Gouvernée, plus de trois siècles durant, par des capitaines de guerre recrutés parmi les renégats européens convertis, ou des mercenaires d'Europe balkanique recrutés sur la place d'Izmir, l'Algérie servait de bouclier à l'empire ottoman dans le bassin occidental de la Méditerranée et de réservoir financier constitué par l'extorsion de multiples impôts et taxes, aussi bien canoniques qu'illicites. La caste, dite turque (appelée également «*adjam*/barbares ou étrangers» par les autochtones), était plaquée sur une réalité humaine réduite à vivre dans une sorte d'autisme, ressassant un passé religieux et culturel figé depuis des siècles au sein de confréries reli-

gieuses d'inégale importance. C'étaient leurs zawiya qui dispensaient l'enseignement, essentiellement coranique, c'étaient surtout de ces confréries que se distinguaient des transmetteurs du savoir religieux des siècles précédents, ou des hommes de lettres ; ce qui a permis de sauvegarder le patrimoine immatériel, même si ce n'était qu'un patrimoine sclérosé.

Le pays était sous-tendu par une toile de zawiya qui se partageaient la population. Le pouvoir ottoman a figé le savoir et la civilisation en Algérie. Car le courant du *tasawwuf*/mysticisme fondé par Abû Marwân, par Abû Madyan Chu'ayb et par d'autres, aux XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> siècles, n'en était plus qu'une pâle copie au XIX<sup>e</sup> siècle, assez souvent inféodé par le pouvoir deylical et manipulé par lui. La domination coloniale française prit le relais des Ottomans et aggrava la situation, en pratiquant une politique de «croisade» et son corollaire le rabaissement de la religion et la civilisation musulmanes. En effet elle contrôla administrativement la religion musulmane, elle créa, pour cet effet, les trois médersas de Tlemcen, d'Alger et de Constantine, avec des programmes particuliers dispensés en français et en arabe pour former des fonctionnaires au profil prédéterminé destinés à leur administration.

**L'*islah* algérien s'attaqua d'abord à l'enseignement et à l'éducation, non sans rencontrer l'hostilité de l'administration coloniale, qui avait même créé une madrasa rivale à celle de l'*islah* fondée par Ibn Badis à Constantine et celle des confréries religieuses que l'*islah* combattait, les considérant une *bid'innovation* ; pour l'orthodoxie musulmane toute *bid'a* est déviation.**

gieuses d'inégale importance. C'étaient leurs zawiya qui dispensaient l'enseignement, essentiellement coranique, c'étaient surtout de ces confréries que se distinguaient des transmetteurs du savoir religieux des siècles précédents, ou des hommes de lettres ; ce qui a permis de sauvegarder le patrimoine immatériel, même si ce n'était qu'un patrimoine sclérosé.

Le pays était sous-tendu par une toile de zawiya qui se partageaient la population. Le pouvoir ottoman a figé le savoir et la civilisation en Algérie. Car le courant du *tasawwuf*/mysticisme fondé par Abû Marwân, par Abû Madyan Chu'ayb et par d'autres, aux XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> siècles, n'en était plus qu'une pâle copie au XIX<sup>e</sup> siècle, assez souvent inféodé par le pouvoir deylical et manipulé par lui. La domination coloniale française prit le relais des Ottomans et aggrava la situation, en pratiquant une politique de «croisade» et son corollaire le rabaissement de la religion et la civilisation musulmanes. En effet elle contrôla administrativement la religion musulmane, elle créa, pour cet effet, les trois médersas de Tlemcen, d'Alger et de Constantine, avec des programmes particuliers dispensés en français et en arabe pour former des fonctionnaires au profil prédéterminé destinés à leur administration.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, une élite émergente soit de l'enseignement traditionnel des zawiya, et dont des éléments avaient pu s'expatrier pour complément de for-

mation, en Tunisie ou au Maroc, ou en Orient, soit des établissements scolaires coloniaux, émue par l'analphabétisme, par l'ignorance, par la méconnaissance des bases de la religion, par les maux sociaux qui minaient la société algérienne, se lança dans l'animation d'actions dont l'une portait sur une sorte de ré-islamisation, prônant le retour aux sources premières de l'Islam : le *Kur'ân*, la *sunna* et les actes de la génération des compagnons du Prophète, *al-salaf*/prédécesseurs. C'est là que se situe la naissance de l'*islâh*/réformisme algérien, dont on compte parmi ses précurseurs, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Ben Mehanna, Abd al-Kadir Medjawi, Abu al-Kâsim Muhammad al-Hafnâwî, et dont les animateurs-fondateurs principaux, au XX<sup>e</sup> siècle, furent Abd Al-Hamid b. Badis, Bachir al-Ibrahimi,

Mubarak Al-Mili, Tawfik Al-Madani, Larbi Tebessi et d'autres.

L'*islah* convient de la décadence de l'Islam-civilisation ; mais il attribue cette décadence à l'abandon des enseignements et de la conduite du *salaf*, du développement des pratiques mystiques de la turukiya/confrérisme et au colonialisme. D'où l'adoption de la sentence de Malik B. Anas (II<sup>e</sup>/VIII<sup>e</sup>): «Ne redresse la situation de la descendance de la communauté musulmane que celui qui avait assuré la rectitude de ses premières générations.»

L'*islah* algérien s'attaqua d'abord à l'enseignement et à l'éducation, non sans rencontrer l'hostilité de l'administration coloniale, qui avait même créé une madrasa rivale à celle de l'*islah* fondée par Ibn Badis à Constantine et celle des confréries religieuses que l'*islah* combattait, les considérant une *bid'innovation* ; pour l'orthodoxie musulmane toute *bid'a* est déviation. D'ailleurs l'*islah* accusait «les confréries [d'être] au service du colonialisme» (*Le jeune musulman*, n°20, du 24 avril 1953, p.3). Un réseau «d'écoles libres» finit par couvrir le pays. Cette action était accompagnée de prédication, de cours d'exégèse du *Kur'ân*, les *durûs* (sing. *dars*) puisés dans le hadith. L'*Islah* eut sa presse, arabophone et francophone (dans le titre de cette dernière *Le Jeune musulman*, est dessiné le flambeau adopté par les Frères musulmans comme sigle), la publication d'ouvrages d'histoire, dont le plus important est une histoire générale de l'Algérie

confectionnée par Mubarak Al-Mili. Des étudiants, issus de ces écoles libres, furent envoyés parfaire leurs études à l'étranger, qui dans les instituts maghrbins (*Karawiyyin*, *Zaytuna*), qui au Moyen-Orient (Al-Azhar au Caire, à Baghdad, à Damas ou à Médine). Le but final était de former culturellement un Algérien musulman à l'image du modèle médinois des deux premiers siècles de l'Hégire, tout en ne négligeant pas l'ouverture aux sciences technologiques modernes développées par l'Europe. Ces étudiants étaient encadrés par un conseil appelé *al bi'tha*/la mission qui veillait au respect des orientations doctrinales *islahistes*. Dans ce domaine, l'*islah* avait réalisé un bilan honorable, dans la mesure où il avait pu permettre une formation universitaire à un nombre non négligeable d'étudiants algériens, grâce aux bourses des gouvernements moyen-orientaux. Ces universitaires constitueront une partie de l'encadrement de l'enseignement algérien, du ministère des Affaires religieuses, au lendemain de l'indépendance.

Notons cependant que l'enseignement extra-établissements français en Algérie ne fut pas une exclusivité de l'*islah*. Le PPA/MTLD, représentant le nationalisme révolutionnaire, avait son département enseignement qui contrôlait un réseau d'écoles libres également, pour suppléer à la carence du système colonial qui avait limité draconiquement l'accès de l'enseignement public et réduit l'enseignement de la langue et de la civilisation arabes aux enfants algériens d'une part, et d'autre part, bien que partageant l'attachement à l'islamité pour laquelle militait l'*islah*, pour contrer l'idéologie de l'*islah*, qui, tout en étant imprégnée de patriotisme, était loin du nationalisme révolutionnaire du PPA tendu vers l'avènement de l'État-nation algérien. Les publications *islahistes* étaient, en ce qui concerne la phase post-libération du colonialisme, plus proches des vues de Sayyid Kotb, (idéologue des Frères musulmans), dont des écrits furent publiés dans *El-Basa'ir* et *Le Jeune musulman*, organes en arabe et en français de l'Association

Par Saïd Dahmani

un seul peuple et non plusieurs ?

Un peuple possédant un seul étendard et visant un seul but ?» (Sayyid Kotb, «Serons-nous jamais "le peuple modèle ?"», in *Le Jeune musulman*, n°17 du 27 mars 1953, p.8). D'autre part, Ibn Badis, au courant de 1939, pratiquement à la veille de sa mort, avait confié au père de l'auteur de cette réflexion, d'un ton volontaire : «Je consacre actuellement mes efforts à fonder un parti où ne figureront ni les militants de Messali ni les fonctionnaires employés dans l'administration coloniale ! Les élèves des «écoles libres» du PPA, qui étaient également envoyés en Tunisie et au Moyen-Orient, étaient comme ceux qui fréquentaient l'université française, encadrés, idéologiquement, par le département étudiants du PPA ; l'encadrement se faisait à travers une association syndicale [AEMAN = Association des étudiants musulmans de l'Afrique du Nord, créée en 1919]. Leurs diplômés constituèrent également une partie de l'encadrement des différents rouages de l'Etat au lendemain de 1962.

L'*islah* développait, parallèlement, le discours apologiste commun à tous les ténors de la *nahdha*/renaissance au Maghrib et au Machrik. Ce discours, dans sa partie mémorielle, permettait d'éclairer l'opinion sur le riche patrimoine passé de la civilisation musulmane et fournissait les arguments à opposer à la croisade culturelle coloniale.

Mais bien qu'on utilise «réformisme» pour *islah*, sans doute s'est-on inspiré du terme «réforme» donné au mouvement de reconstruction et de rénovation dans le monde chrétien au XVI<sup>e</sup> siècle, lui-même résultat de tout un mouvement philosophique et littéraire dans l'aire européenne, l'humanisme, développé surtout au XV<sup>e</sup> siècle.

Le mouvement *islahiste* n'a pas «réformé», donc il n'a pas rénové et reconstruit la pensée. Car il est contre toute rénovation dans l'Islam, fidèle en cela au rejet de la philosophie rationaliste née dans les premiers siècles de l'Islam, le mu'tazilisme. L'*islah* est un

**L'*islah* développait, parallèlement, le discours apologiste commun à tous les ténors de la *nahdha*/renaissance au Maghrib et au Machrik. Ce discours, dans sa partie mémorielle, permettait d'éclairer l'opinion sur le riche patrimoine passé de la civilisation musulmane et fournissait les arguments à opposer à la croisade culturelle coloniale.**

des ulama musulmans algériens. On lit en effet : «Cet état de démembrement où se trouve la terre islamique par l'action du colonialisme occidental ; ces multiples patries créées par le colonialisme à partir de la patrie islamique unique ; ces différentes bannières que nous nous sommes données, comme autant de lambeaux de l'étendard unique (de l'Islam). Tout cela nous a rendus étrangers les uns aux autres ! (...) N'est-il pas temps que nous voyions clairs ? N'est-il pas temps que nous soyions «le meilleur d'entre les peuples» [Koran III,109]. N'est-il pas temps pour nous de former un peuple,

mouvement de redressement dans un mouvement perpétuel de retour vers le passé. Il n'en tire pas les enseignements nécessaires pour construire l'avenir, se contentant, en guise de conjuration du sort, de rabâcher l'histoire des splendeurs passés de «l'âge d'or». Ne rénovant pas ce passé, il aboutit à la même impasse que lui : la poursuite de la décadence.

Or, ce passé fut construit par des hommes qui avaient tenu compte de leur temps, de leurs conditions humaines, sociales, économiques, conjoncturelles.